

L'économie face à la famille

Quel regard un économiste peut-il porter sur le mouvement « childfree » et plus globalement sur la baisse de la natalité ? Quels éléments d'analyse cette discipline peut-elle nous apporter ?

par JEAN-DIDIER LECAILLON

Qu'il découle d'une peur de l'avenir ou d'une contrainte matérielle, la question est de savoir si le « non-désir » d'enfant est fondé scientifiquement, d'un point de vue économique en particulier ? Si « *choisir, c'est renoncer* », encore faut-il être informé des enjeux : en quoi l'« éco-anxiété » souvent mentionnée est-elle une résurgence du malthusianisme, quel est le rôle de la population dans les explications de la croissance économique (1) ?

Une question ancienne...

Dès le XVI^e siècle, Jean Bodin met l'accent sur la population comme fondement de la richesse en déclarant : « *il n'y a richesse [...] que d'hommes.* » Adam Smith en fait un indicateur : « *La marque la plus décisive de la prospérité de tout pays est l'augmentation du nombre de ses habitants.* » A contrario, nombreux sont ceux qui, à la suite de Thomas Malthus, ne retiennent que le coût de la croissance démographique, justifiant alors la limitation des naissances.

... Réglée depuis peu

L'analyse s'est depuis largement renouvelée, mettant en avant l'importance de la population pour expliquer le développement économique. Ces approches doivent être mentionnées, non pour combattre des affirmations idéologiques, ce qui est hors de portée de la science, mais pour informer les bonnes volontés et tempérer l'anxiété qui risque de conduire au contraire de ce qui est souhaité. Le « refus de l'enfant » pour « sauver » la planète n'est en effet pas fondé économiquement !

La pression démographique incite à la création de richesses

C'est la thèse développée par l'économiste américaine Ester Boserup pour expliquer la « *révolution verte* » en Inde, en particulier parce que les nombreux besoins supplémentaires à satisfaire lorsque la population augmente « *oblige-*

raient » à mettre en œuvre de nouvelles modalités de production déjà connues mais non encore exploitées, bien que plus performantes, tant que ce n'est pas nécessaire ; dit autrement, ce serait « sous la pression » que les changements, bénéfiques à terme mais toujours coûteux dans un premier temps, sont mis en œuvre...

Ainsi, tandis que pendant longtemps la population fut considérée uniquement comme une charge et devait en conséquence être limitée par les subsistances disponibles, l'accent est désormais mis sur le fait qu'elle puisse être analysée comme un investissement.

La population, un investissement en capital humain

Dans cette optique, les rendements ne seraient pas décroissants comme la théorie économique l'a pendant longtemps supposé, ce qui revient à remettre profondément en cause la vision malthusienne. D'autres références allant dans le même sens, soit sous la forme de synthèses historiques, soit dans une perspective d'élargissement de la recherche en se référant aux institutions en place (2), pourraient être citées.

Ainsi sont justifiées les réserves émises envers la thèse selon laquelle la croissance démographique serait un piège ; si celle-ci n'est certes pas suffisante pour assurer le développement économique elle n'en reste pas moins une condition nécessaire. Il y a là matière à réflexion pour ceux qui considèrent que de ne pas avoir d'enfant est un geste pour la planète...

La référence au « capital humain » met en avant la responsabilité parentale

Le statut de consommateur de chaque individu est ainsi dépassé pour voir dans les personnes un agir réellement créatif et productif, ce qui passe effectivement par l'acquisition de références morales, la transmission d'un patrimoine, la formation technique, le développement de qualités humaines, autant de facteurs du développement économique.

Remarquons au passage que les ressorts du dynamisme sont les mêmes dans les domaines économique et démographique : confiance, goût de vivre, engagement... n'est-ce pas ce que nous appelons « esprit de famille » ? Cette observation est plus importante qu'il n'y paraît : le « non-désir d'enfants » annonce d'une certaine façon

« Le « refus de l'enfant » pour « sauver » la planète n'est en effet pas fondé économiquement ! »

une incapacité à assurer le développement qui serait pourtant la réponse la plus positive aux défis à relever.

En guise de prolongement, il faudrait envisager l'influence de l'économie sur le désir d'enfants. En d'autres termes, la situation économique telle qu'elle est vécue permet-elle de comprendre la baisse de la fécondité que nous observons et que le courant « *No Kids* » ne prend pas en compte quand il ne l'encourage pas ?

L'optique « formation de capital humain » retenue justifie de se projeter dans le temps long qui est celui d'un investissement. L'idée d'« *engagement durable* » est intéressante à retenir de ce point de vue.

Cela peut se faire en particulier à travers la question de la stabilité de l'union et de la distinction entre enfants souhaités et naissances effectives.

Le développement de l'activité rémunérée des femmes

L'essentiel des recherches entreprises montre non seulement que l'augmentation du travail féminin entraîne une baisse de la fécondité, mais aussi que les effets du revenu et des coûts d'éducation des enfants ne doivent pas être négligés. Elles montrent que d'autres déterminants de la fécondité doivent être pris en compte si nous voulons accompagner positivement ces évolutions de la société.

Un « désir » d'enfants supérieur à 2,1 par femme

Or, même si l'interprétation des réponses reste délicate, les enquêtes disponibles font apparaître une réalité intéressante au niveau européen : l'existence d'un décalage entre le nombre d'enfants « *souhaité* » et la fécondité « *effective* ». Un tel résultat ouvre un champ d'action possible, l'objet de la politique familiale pouvant être de combler cet écart. Il n'en serait pas de même si la natalité était insuffisante pour assurer le remplacement de la population sans qu'il y ait d'écart entre désir et résultat comme ce serait le cas si le courant « *No Kids* » devenait majoritaire.

Quant aux explications de cette situation, elles sont de différents ordres, matériels d'une part, liés à la vie de couple d'autre part. Dans le premier cas nous trouvons, parmi les raisons les plus mises en avant, le besoin d'un logement adapté, l'importance d'avoir un travail stable et le coût lié à l'éducation d'un enfant. Dans le second, c'est le besoin de stabilité qui peut être retenu.

Pour conclure...

L'environnement économique et social est tel qu'on observe aujourd'hui une tendance à retarder la venue d'un enfant, avec le risque qu'il



n'arrive jamais, quand il ne s'agit pas d'y renoncer...

Certes, l'économie ne suffit sans doute pas pour expliquer l'évolution de la fécondité. Mais elle y contribue plus ou moins en fonction de l'environnement culturel, la place accordée à la famille, donc à la maternité, en particulier. La présentation d'une argumentation fondée sur l'analyse économique peut permettre de faire passer le message que le « refus de l'enfant » n'est pas la bonne réponse à l'éco-anxiété qu'il ne s'agit par ailleurs pas de sous-estimer. Simplement, « *Childfree* » n'est pas la solution.

En complément de ce que nous avons vu à propos du « désir d'enfants » qui reste important, reconnaissons que la société de consommation (hédonisme), une certaine promotion de l'hyper-individualisme, la diffusion de messages entretenant l'« éco-anxiété » peuvent être à l'origine d'une désaffection vis-à-vis de la maternité.

Mais que le désir d'enfant soit insuffisant par idéologie ou par contrainte, nous savons ce qu'il convient de faire : mieux informer et être plus positif face à une forme de retour au malthusianisme qui n'est pas un progrès ! L'appel à la raison est plus nécessaire que jamais ; l'objet de l'action politique est de rendre possible ce qui est souhaitable.

J.-D. L. ■

(1) Pour des approfondissements, on pourra se reporter à la première partie de notre ouvrage, *La famille au cœur de l'économie*, Salvator, octobre 2024.

(2) Approche bien mise en avant par les lauréats du dernier prix Nobel d'économie.



■ Jean-Didier Lecaillon, *La famille au cœur de l'économie*, Salvator, 2024, 260 pages, 22 €. Voir notre recension en p. 34-35 de ce numéro.



LE PRIVÉ N'EST PAS POLITIQUE

CLAUDE HABIB

Gallimard/Le Débat, 2024, 208 pages, 18 €

Claude Habib ouvre son livre par une citation de Michael Walzer qui contient tout un programme : « *défendre en même temps la justice et les vertus de l'intimité est la tâche de la prochaine génération de théoriciens politiques.* » Défi relevé : son ouvrage apporte une solide et belle pierre à l'édifice de cette double défense. Dans une très belle langue, Claude Habib nous fait entrer à pas de velours dans le monde du privé, du foyer, elle explore les ressorts et les traits fondamentaux de notre aspiration à l'intimité, à la solitude, au secret, de notre besoin de « *fermer la porte aux duretés du monde* » ; elle affine et approfondit nos définitions de toutes ces réalités qui sont au cœur de nos existences, et pourtant rarement objets de littérature d'idées. Esprit très libre, franchement courageux, Claude Habib ose peindre certains grands caractères masculins et féminins et affronter l'asymétrie des sexes dans certains domaines (« *la maison est l'œuvre des femmes* », explique-t-elle, par exemple), et il y a quelque chose de doux et original à la fois à lire sous sa plume subtile et élégante des généralités très finement appréhendées (« généralités » au sens noble d'un discours qui ne s'épuise pas dans le particulier ou dans l'anecdotique).

Au gré de ces pages si agréables, qui constituent davantage une promenade argumentative qu'une démonstration sèche, C. Habib livre une réfutation très puissante des dérives du féminisme, esquissant en creux une vision bien plus riche du commerce des sexes, répondant aux mantras et aux méthodes des féministes actuelles (« *charge mentale* », « *culture du viol* », négation de la différence des sexes, la vindicte promue au rang de lucidité, la famille comme lieu d'exploitation des femmes et de violence ordinaire...), ayant l'œil vif pour repérer certains paradoxes de l'époque : « *ce qui est condamné par les féministes, c'est aussi le choix de vie qui demeure le plus courant.* » Aux tentatives des féministes de détruire la clôture du privé, de faire du couple et de la famille un espace de domination et de lutte, de politiser ainsi intégralement chaque recoin de nos vies, ce livre est un antidote salutaire.

Élisabeth Geffroy ■



LA FAMILLE AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE

JEAN-DIDIER LECAILLON

Salvator, 2024, 260 pages, 22 €

Ainsi s'exprime Gary Backer (Prix Nobel 1992) : « *Nous, économistes (en particulier les néo-malthusiens parmi nous), nous sommes concentrés sur quelques effets potentiellement néfastes de la croissance démographique sur l'économie, et avons ignoré ce qui est souvent plus important et positif. La croissance démographique a des effets positifs [...]. Malheureusement, ils n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante de la part des universitaires, et cette lacune doit être corrigée.* » Corriger cette lacune exorbitante : c'est précisément à cette tâche urgente que s'attelle l'ouvrage de J.-D. Lecaillon. Il affronte cette question

tellement centrale et imposante : quelle est l'importance de la famille en matière économique ? Ainsi que la question immédiatement corrélée : comment permettre aux familles de jouer pleinement leur rôle social ? Et, raisonnements économiques à l'appui, il montre en quoi la croissance démographique n'est pas un piège mais un atout pour la croissance économique, en quoi la famille est créatrice de grandes richesses qui bénéficient à l'ensemble de la société, en quoi elle mérite d'être vue comme un investissement ; bref il entend réhabiliter la famille comme un objet pertinent pour la réflexion économique, et nous convainc pleinement de la chose.

E.G. ■



NAÎTRE OU LE NÉANT

Pourquoi faire des enfants en temps d'effondrement ?

MARIANNE DURANO

Desclée de Brouwer, 2024, 240 pages, 18,90 €

Marianne Durano tient les deux bouts ! D'une part, fonder et faire grandir une famille, mettre au monde une jolie fratrie,

d'autre part avoir le souci écologique chevillé au corps, mettre en œuvre et promouvoir une écologie intégrale. C'est tout l'objet de ce livre, qui montre brillamment qu'aucune contradiction n'existe tapie dans l'ombre : bien au contraire, il y a une grande cohérence de vision, mieux, une synergie totale, à défendre à la fois nos enfants et l'avenir de notre Terre. M. Durano se présente d'entrée de jeu comme une mère, elle ancre la naissance de son questionnement et la nécessité d'y répondre dans son expérience de mère, mais c'est bel et bien en philosophe qu'elle construit son propos.

Avec elle, nous retrouvons la fréquentation de grands noms de l'histoire des idées. Avec Marx, elle fait un sort aux malthusiens et au concept même de « surpopulation », expliquant en quoi « *c'est bien la surproduction qui crée la surpopulation, et non la surpopulation qui crée la pauvreté* ». Avec Aristote, elle remet les choses à leur place – rappelant qu'un enfant est un être nouveau qu'on accueille, et non un projet qu'on bâtit –, et affronte cette question si désarçonnante qu'on pourrait en avoir la voix coupée : « *à quoi bon vivre ?* » Avec Hannah Arendt et Hegel, elle montre en quoi avoir un enfant est « *un engagement pour l'avenir de tous* », une condition et un appel pressant à l'action, une sortie de la morale subjective, et non un repli sur soi. Avec Hans Jonas, elle explique en quoi l'enfant est celui qui nous place face à une responsabilité dont nous ne pouvons nous dégager, celui qui fait barrage à nos égoïsmes. Avec Épicure, elle remet à l'honneur une conception du bonheur que nos sociétés consuméristes et déprimées gagneraient à se ré-approprier. Avec Rousseau, elle apporte un peu d'apaisement à « *la panique existentielle des parents* » sommés d'éduquer des enfants dans un monde tissé d'incertitudes et leur apprend à renouer avec le présent qui est la temporalité première de l'éducation et à retrouver la simplicité de la condition enfantine. Avec Foucault, elle opère un détour et en revient à la doctrine sociale de l'Église.